

PREAMBULE

Depuis le 13 juillet 2011, tout parc éolien terrestre comportant au moins un aérogénérateur de plus de 50 m ou ayant une puissance de plus de 20 MW est soumis au régime « autorisation » des ICPE (Nomenclature ICPE : rubrique 2980). Suite à la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la c i æ } • ã c ã [} Á ... } ^ ! * ...c ã ~ ~ ^ Á] [~ ! Á | æ Á & ! [- 30 du 26 janvier 2017 c ^ Ê Á ^ c] i ^ | æ c ã ç ^ Á e Á | q æ ~ c [! ã • æ c ã [} Á ^ } ç ã ltiön)environnementale doÊ Átrè } ^ Á à ^ { a fournie.

- Š q æ ~ c [! ã • æ c ã [} Á ^ } ç ã ! p[usieurs procédures] ^ Á ! æ • • ^ { à | ^
- autorisation spéciale au titre des réserves naturelles nationales et des réserves naturelles classées en Corse par l'Etat ;
 - autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement ;
 - dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage ;
 - absence d'opposition au titre des sites Natura 2000 ;
 - déclaration ou agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ;
 - agrément pour le traitement de déchets ;
 - autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité ;
 - autorisation d'émission de gaz à effet de serre ;
 - autorisation de défrichement ;
 - pour les éoliennes terrestres, autorisations au titre des obstacles à la navigation aérienne, des servitudes militaires et des abords des monuments historiques et sites patrimoniaux remarquables;
 - déclaration IOTA, enregistrement ou déclaration ICPE.

Pour les éoliennes seulement, l'autorisation environnementale dispense de permis de construire.

Š q ...c ~ á ^ Á à ^ Á à æ } * ^ ! • Á ! ^ & ^ } • ^ Ê Á e Á] æ ! c ã ! Á à q ~ } ^ Á à ^ • & ! ã] c ã] @...} [{ —} ^ • Á à æ } * ^ ! ^ ~ ç Á] [• • ã à | ^ • Ê Á | ^ ~ ! • Á & [} • ... ~ ^ } & ^ • Ê Á cinétiques pour évæ | ~ ^ ! Á | ^ ~ ! • Á & ! ã c ã & ã c ... Á ^ } Á ç ~ ^ Á à ^ Á] ! [] [• ^ ! Á à ^ • correctives).

Cette étude a été réalisée à partir du guide technique élaboré par un groupe de travail constitué de | q Q P Ò Ü Q Ù Á ^ c Á à ^ Á] ! [~ ^ • • ã [} } ^ Renouvelables à porteurs de projets, ^ • Á Ò } ^ ! ^ ç | [ã c æ } c • Á à ^ Á] æ ! & • Á ... [| ã ^ } • Á ^ c Á & [} • c | ~ & c ^ ~ ! • Á à q ... [| } ... & ^ • • æ ã ! ^ • Á e Á | æ Á ! ... æ | ã • æ c ã [} Á à q ~ } ^ Á ...c ~ á ^ Á à ^ Á à æ } * ^ ! • Ê

SOMMAIRE

Introduction.....	7
Contexte réglementaire.....	9
<i>Application du régime des installations classées aux parcs éoliens.....</i>	9
k.....	10
1. PREAMBULE.....	13
1.1. \.....	13
1.2. Nomenclature ICPE du parc éolien de Saint-Gilles-Feuilles	14
1.3. k.....	15
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT L'INSTALLATION.....	15
2.1. Renseignements administratifs.....	15
2.2. Localisation du site.....	16
2.3.).....	18
3. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'INSTALLATION.....	19
3.1. Environnement humain.....	19
3.1.1. Zones urbanisées.....	19
3.1.2. Etablissements recevant du public (ERP).....	20
3.1.3. @ nucléaires de base.....	21
3.1.4. Autres activités.....	22
3.2. Environnement naturel.....	23
3.2.1. Contexte climatique.....	23
3.2.2. Risques naturels.....	24
3.3. Environnement matériel.....	31
3.3.1. Voies de communication.....	31
3.3.2. Réseaux publics et privés.....	32
3.3.1. Autres ouvrages publics.....	34
3.4. Cartographies de synthèse.....	35
4. DESCRIPTION DE L'INSTALLATION.....	50
4.1. #.....	50
4.1.1. #.....	50
4.1.2. °.....	52
4.1.3. #.....	52
4.2. 7.....	55
4.2.1. h.....	55
4.2.2. Fonction et caractéristiques du parc éolien de Saint-Gilles-Feuilles	55
4.2.3. o.....	56
4.2.4. O.....	61
4.2.5. Stockage et flux de produits dangereux.....	61
4.3. 7.....	62

4.3.1.	<i>Raccordement électrique</i>	62
4.3.2.	<i>Autres réseaux</i>	63
5.	IDENTIFICATION DES POTENTIELS DE DANGERS DE L'INSTALLATION.....	63
5.1.	Potentiers de dangers liés aux produits.....	63
5.2.	h.....	64
5.3.	Réduction des potentiels de dangers source.....	65
5.3.1.	<i>Principales actions préventives</i>	65
5.3.2.	h.....	66
5.3.3.	<i>Utilisation des meilleures techniques disponibles</i>	69
6.	ANALYSE DES RETOURS D'EXPERIENCE.....	69
6.1.	Inventaire des accidents et incidents en France.....	69
6.2.	@.....	79
6.3.	Synthèse des phénomènes dangereux.....	80
6.3.1.	°.....	80
6.3.2.	°.....	81
6.4.	0.....	81
7.	ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES.....	82
7.1.	\.....	82
7.2.	k.....	82
7.3.	Recensement des agressions externes potentielles.....	82
7.3.1.	<i>Agression externes liées aux activités humaines</i>	83
7.3.2.	<i>Agressions externes liées aux phénomènes naturels</i>	83
7.4.	o..... inaire des risques.....	84
7.5.	Effets dominos.....	88
7.6.	Mise en place des mesures de sécurité.....	88
7.7.	#.....	95
8.	ETUDE DETAILLEE DES RISQUES.....	96
8.1.	Rappel des définitions.....	96
8.1.1.	<i>Cinétique</i>	96
8.1.2.	<i>Intensité</i>	96
8.1.3.	<i>Gravité</i>	97
8.1.4.	<i>Probabilité</i>	97
8.1.5.	<i>Acceptabilité</i>	99
8.2.	Caractérisation des scénarios retenus.....	100
8.2.1.	-.....	101
8.2.2.	<i>Chute de glace</i>	106
8.2.3.	#.....	110
8.2.4.	<i>Projection de pales ou de fragments de pales</i>	114
8.2.5.	<i>Projection de glace</i>	119
8.3.	o.....	124
8.3.1.	<i>Tableau de synthèse des scénarios étudiés</i>	124

7

8.3.2.	o	125
8.3.3.	<i>Cartographie des risques</i>	125
9.	CONCLUSION	131
Annexe 1 Méthode de comptage des personnes pour la détermination de la gravité		133
	<i>Terrains non bâtis</i>	133
	<i>Voies de circulation</i>	133
	<i>Logements</i>	134
	<i>Etablissements recevant du public (ERP)</i>	134
	-	135
Annexe 2 u		136
Annexe 3 o		143
	<i>Scénarios relatifs aux risques liés à la glace (G01 et G02)</i>	143
	o	143
	<i>Scénarios relatifs aux risques de fuites (FO1 à FO2)</i>	144
	o	145
	<i>Scénarios relatifs aux risques de projection de pales ou de fragments de pales (PO1 à PO6)</i>	145
	o	146
Annexe 4 h		147
Annexe 5 Glossaire		148
Annexe 6 Bibliographie et références utilisées		152

INTRODUCTION

A la suite des accords du protocole de Kyoto et conformément à la directive européenne 2001/77/CE relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables, la France a défini des objectifs à long terme à l'échelle nationale.

En particulier, la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (loi relative à l'énergie) a défini quatre grands objectifs à long terme :

- atteindre 23 % de la consommation finale brute d'énergie à partir d'énergies renouvelables d'ici 2020 ;
- atteindre 10 500 MW de puissance installée d'énergies renouvelables en 2012 et 19 000 MW en 2020 ;
- atteindre 100 % de la consommation finale brute d'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2020 ;
- atteindre 100 % de la consommation finale brute d'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2020 ;

Les objectifs par filière ont été déclinés dans des arrêtés de programmation pluriannuelle de l'énergie. Parmi les énergies renouvelables, l'éolien est considéré comme l'une des plus prometteuses pour atteindre les objectifs fixés par la France. Ainsi, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi n°2015-992 du 17 août 2015) prévoit que la France porte la part des énergies renouvelables à au moins 23 % de sa consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 33 % en 2030.

- 10 500 MW terrestres et 1 000 MW en mer en 2012,
- 19 000 MW terrestres et 6 000 MW en mer en 2020.

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte fixe les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français et va permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique. Elle prévoit que la France porte la part des énergies renouvelables à au moins 23 % de sa consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 33 % en 2030.

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte fixe les grands objectifs du nouveau modèle énergétique français et va permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique. Elle prévoit que la France porte la part des énergies renouvelables à au moins 23 % de sa consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 33 % en 2030.

La publication de ces objectifs, dans un contexte mondial favorable au développement des énergies renouvelables, a donc permis un développement technologique spectaculaire. Alors que, dans les années 1990, seuls quelques prototypes étaient en service, le parc éolien français a connu une croissance remarquable. Le parc éolien français est aujourd'hui le plus développé d'Europe. Le développement de l'éolien a été soutenu par des mesures incitatives (tarifs de rachat garantis, exonérations fiscales, etc.).

Le service de la donnée et des études statistiques (SDES) du ministère de la Transition écologique et solidaire a publié le 31/03/2018 les chiffres du parc éolien raccordé au premier trimestre 2018. La puissance installée et raccordée pour l'ensemble du parc éolien en métropole et dans les DOM atteint 13 641 MW au 31 août. Au cours du premier trimestre 2018, 153 MW (16 nouvelles installations) ont été raccordés. La production d'électricité éolienne s'élève à environ 9,2 TWh au premier trimestre 2018 et représente près de 6,3% de la consommation électrique française.

Si les éoliennes ont évolué en taille et en puissance dans le monde entier, leur technologie actuelle est également sensiblement différente des premières éoliennes installées. Les technologies sont aujourd'hui plus performantes et plus sûres. Les progrès technologiques ont permis d'augmenter la puissance des éoliennes et de réduire les coûts de production de l'électricité éolienne.

- les freins manuels (sur le moyeu) de rotor qui ont été remplacés par des systèmes de freinage à commande électronique ;
- le développement de nouveaux systèmes de communication par fibre optique, satellites, etc.
- le développement de nouveaux systèmes de communication par fibre optique, satellites, etc.
- le développement de nouveaux systèmes de communication par fibre optique, satellites, etc.

Ainsi, les premiers incidents qui ont été rencontrés (bris de pales, incendies, effondrement, etc.) ont amené les constructeurs à améliorer sans cesse leurs aérogénérateurs. Grâce à ces évolutions, et le

r ^ c [~ | Á à q ^ ç] ... ! ã ^ } & ^ Á | ^ Á { [] c | ^ Á à ã ^ } Ê Á | ^ • Á ã } & ã à ^ } c • Á • []
à ^ • Á ... [| ã ^ } } ^ • Á à q æ } & ã ^ } } ^ Á * ... } ... ! æ c ã [] Ê Á

Q | Á & [] ç ã ^ } c Á æ ~ • • ã Á à ^ Á } [c ^ | Á ~ ~ q e Á & ^ Á b [~ | Ê Á ^ } Á Ø | æ } & ^ Á ^
{ [| c Á à q [] } Á Á ç ã ^ ! & ^ Á Ç] ! [{ ^ } ^ ~ | • Ê Á ! ã ç ^ | æ ã } • D Á à ~ Á ~ æ ã c Á à
pales ou de projections de fragment de pales.

La loi n°2010-111 du 13 février 2010 relative à l'orientation de la politique énergétique et à la maîtrise d'énergie a introduit l'obligation pour les exploitants de passer en possession des aéro-générateurs par an en France.

Ô ^ c c ^ Á | [ã Á] ! ... ç [ã ç Á à q æ ç | c ^ Á Á] æ Á c . Á | ã Á } ^ • Á æ ~ Á ! ... * ã { ^ Á à q
! ... * | ^ { ^ } c æ c ã [] Á à ^ • Á ã } • c æ | | æ c ã [] • Á & | æ • • ... ^ • Á] [~ | Á | æ Á] !
à cette réglementation, les exploitants sont notamment amenés à formaliser leur savoir-faire en
matière de maîtrise des risques dans une étude de dangers.

Le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 ainsi que les décrets n°2017-81 et 2017-82 relatifs à l'autorisation environnementale introduisent certains types de projets. Depuis le 1er mars 2017, les parcs éoliens sont désormais soumis à cette procédure qui regroupe les différentes autorisations environnementales auxquelles ils sont soumis.

- ã Ê Á | æ Á] ! ... • ^ } c ^ Á ... c ~ démarche } • & | ã c Á à æ } • Á ~ } ^ Á à [~ à | ^ Á
 < à q ~ } ^ Á] æ | c Á ! ... * | ^ { ^ } c æ ã | ^ Á] [~ | Á ç ... ! ã ~ ã ^ ! Á ~ ^ Á | ^ • Á ! ã
 en toute transparence avec le grand public ;
 < à q æ ~ c | ^ Á] æ | c Á { ... c @ [á [| [* ã ~ ^ Ê Á] [~ | Á] ^ ! { ^ c c | ^ Á æ ~ ç Á ^
 cesse les { ^ • ~ | ^ • Á à ^ Á { æ | c | ã • ^ Á à ^ • Á ! ã • ~ ^ • Á ~ q ã | • Á { ^ c c ^ }

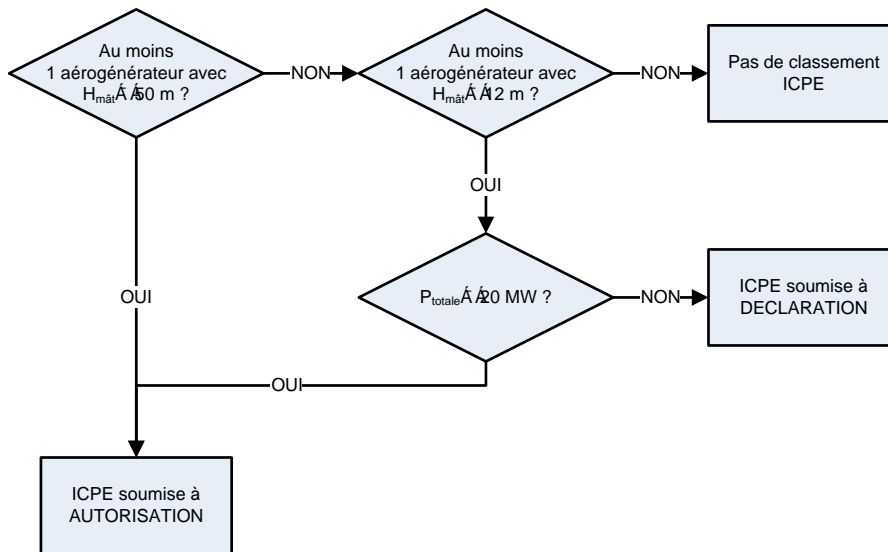
CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Application du régime des installations classées aux parcs éoliens

En application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'énergie, les éoliennes sont désormais soumises au régime des installations classées pour protection de l'environnement (ICPE) relatives à la modernisation et au développement du parc éolien, au plus tard un an après la publication de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 précitée. »

Le décret n°2011-J 11 Á à ^ Á GHÁ æ [\ c Á G € F F Ê Á - J Á à ã Á Ô ð æ c Á ð q æ | q æ & ç á Ü Ê Á | æ Á ! ^ à ! ã ^ ^ Á G J i € Á] [^ Á | ^ Á á } • c æ | | æ c ã [} • Á à ^ Á] ! [á ^ & c ã [ç ^ } c Á ^ c Á ! ^ * i [^] æ } c Á ^ } Á [^ Á] | ^ á ^ ^ ! • Á æ ... i [* ...] ... i æ c ^ ^ ! • Ê Á

- Autorisation pour les installations comprenant au moins une éolienne dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m et pour les installations comprenant uniquement des éoliennes dont le mât a une hauteur comprise entre 12 et 50 m et dont la puissance totale est supérieure ou égale à 20 MW
- Le régime de déclaration pour les installations comprenant uniquement des éoliennes dont le mât a une hauteur comprise entre 12 et 50 m et dont la puissance totale est inférieure à 20 MW



Š æ Á ! ... * | ^ { ^ } c æ c ã [} Á] ! ... ç [ã c Á ^ ^ Ê Á à æ } • Á æ n o u v e a u e t a l e , Á à q ^ } ^ | q ^ ç] | [ã c æ } c Á à [ã c Á ! ... æ] ã • ^ i Á ^ } ^ Á ... c ^ á ^ Á à ^ Á à æ } * ^ i • Ê

Ò } ~ ã } Ê Á | q æ ! ! - c ... Á à ^ Á G Î Á æ [\ c Á G € F F Á | ^ | æ c ã ~ Á æ ^ ç Á ã } • c æ | | { ... & æ } ã ^ ^ Á à ^ Á ç ^ } c Á æ ^ Á ^ á } Á à q ^ } ^ Á ã } • c æ | | æ c ã [} Á • [^ { ã • ^ Á

législation des installations classées pour la [| c ^ & c ã [} Á à ^ Á | q ^ } ç á ! [] } ^ { ^ } c Á] ! á ^ Á à ã •] [• ã c ã [} • Á] æ ! Á ! æ] [| c Á e Á | q ã { | | æ } c æ c ã [} Ê Á | æ Á & [] • Ces prescriptions nationales sont applicables à tous les nouveaux parcs éoliens et, pour partie, aux ã } • c æ | | æ c ã [} • Á ^ ç ã • c æ } c ^ • Ê Á Ò | | ^ • Á à ^ ç ! [] c Á - c ! ^ Á] ! ã • ^ • Á

F f [` Y a Y b h U h] c b ` f Y ` U h] j Y ` { ` ` Đ f h i X Y ` X Y ` X

Ù ^ | [} Á | q æ i F c Á à æ ~ | Á Õ [Š È Á Á í F Á G | q ^ } ç ā ! [} } ^ { ^ } c È Á | q ... c ~ à ^ Á à ^ Á à æ }
] ! ... ^ } c ^ | Á | C ā } • c æ | | æ c ā [} Á | [~ -1 en cas d'accident, que la cause soit ... Á e Á |
ā } c ^ | } ^ Á [~ Á ^ c c ^ | } ^ Á e Á | q ā } • c æ | | æ c ā [} È Á Š ^ • Á ā { } æ & c • Á à ^ Á |
} [! { æ | Á • [} c Á c | æ ā c ... Á à æ } ç Á | q } . ç ^ á ^ Á à ç Á { } æ & c Á • ~ ! Á |

Article L. 512-7 c X Y ` X Y ` ` Đ : Y b j] f c b b Y a Y b h

Sont soumises à autorisation préfectorale les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1.

L'autorisation ne peut être accordée que si ces dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

La délivrance de l'autorisation, pour ces installations, peut être subordonnée notamment à leur éloignement des habitations, immeubles habituellement occupés par des tiers, établissements recevant du public, cours d'eau, voies de communication, captages d'eau, ou des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Elle prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité.

Š ^ • Á ā } c ... - c • Á ç ā -1 sont la compétence du voisinage, Sa Santé, Sa sécurité et la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du] æ c | ā { [ā } ^ Á æ ! & @ ... [| [* ā ~ ^ È Á Ô ^] ^ } á æ } c È Á ā | Á & O 5 relatif à } c Á à ^ Á |
| q ... ç æ | ~ æ c ā [} Á ^ c Á e Á | æ Á] | ā • ^ Á ^ } Á & [{] c ^ Á à ^ Á | æ Á] | [à æ à ā | á
effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des
installations classés soumises à autorisation [10] impose une évaluation des accidents majeurs sur les
] ^ | • [} } ^ • Á ~ } ā ~ ^ { ^ } c Á ^ c Á } [] Á • ~ ! Á | æ Á c 511-1 de l'arrêté préfectoral • Á ^ } b ^ ~
avec cette réglementation et dans l'Á à ~ c Á à q æ á [] c ^ | Á ~ } ^ Á à ... { æ ! & @ ^ Á] | [] [!
æ & ā à ^ } c • Á { æ b ^ ~ ! • Á à æ } • Á | q ... c ~ à ^ Á à ^ Á à æ } * ^ ! • Á • q ā } c ... ! ^ •
] ^ | • [} } ^ • È Á Ú [~ ! Á | ^ • Á] æ ! & • Á ... [| ā ^ } • È Á | ^ • Á æ c c ^ ā } c ^ • Á e Á |
su ! Á | ^ Á ~ [] & c ā [} } ^ { ^ } c Á à ^ • Á | æ á æ ! • Á ^ c Á | ^ • Á] | [à | ... { æ c ā ~ ^
á q ~ } ^ Á ... ç æ | ~ æ c ā [} Á à ... c æ ā | | ... ^ Á æ ~ Á • ^ ā } Á à ^ Á | q ... c ~ à ^ Á à q ā { } æ &

Œ ē } • ā È Á | q ... c ~ à ^ Á à ^ Á à æ } * á ! . f Á æ á á } Á Á æ Á } æ Á ç à b ^ & È e ~ Á à á Á ~ ^
& [{] [! c Á ^ } ^ Á æ } æ | ^ • ^ Á à ^ • Á | ā • ~ ^ • Á ~ ~ ā Á] | ... ^ } c ^ Á | ^ • Á
• ~ • & ^] c ā à | ^ • Á à q ā } c ^ | ç ^ } ā ! È Á Ô ^ • Á • & ... } æ [ā æ à Á } b } c . Á & æ [æ & ç !
de leur cinétique, de leur intensité et de la gravité des accidents potentiels. Elle justifie que le projet
permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas
que possible, compte tenu á ^ Á | q ... c æ c Á à ^ • Á & [] } æ ā • • æ } & ^ • Á ^ c Á à ^ • Á] | æ c
| q ^ [] ç ā ^ { ^ } c Á à ^ Á | q ā } • c æ | | æ c ā [} È

Selon le principe de proportionnalité È Á | ^ Á & [] c ^ } ~ Á à ^ Á | q ... c ~ à ^ Á à ^ Á à æ } * ^ ! • Á
| q ā {] [! c æ } & ^ Á à ^ • Á | ā • ~ ^ • Á ^ } * ^ } á ! ... Á] æ ! Á | q ā } • c æ | | æ c ā []
vulnérabilité. Ce contenu est dé- ā } ā Á] æ ! Á | - q æ á ç Á Ô [Á Á È Á Á F Ç ^ } ç ā ! [} } ^ { ^ } c È

Article R. 512-- ' X i ' 7 c X Y ' X Y ' ` Đ:Y b j] f c b b Y a Y b h

I. - L'étude de dangers mentionnée à l'article R. 512-6 justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

II. - Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont le demandeur dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8¹, le demandeur doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention.

L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie des zones de risques significatifs.

Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement des études de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5. Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris sur le fondement de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur.

III. - Dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8, l'étude de dangers est réexaminée et, si nécessaire, mise à jour au moins tous les cinq ans, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article R. 512-31. Cette étude, mise à jour, est transmise au préfet.

Ò } ~ ã } Ê Á à q æ ~ c ! ^ • Á c ^ ç c ^ • Á | ... * ã • | æ c ã ~ • Á ^ classées soumises à } c æ à ! ^ • æ ~ c [| ã • æ c ã [} Ê Á • q æ] | | ã ~ ^ } c Á æ ~ ç Á ã } 512-6 | Á | æ c ã [ç Á ã] ^ • Ê Á } [{ ...c @[á | | [* ã ^ Á e Á { ^ c c ! ^ Á ^ } Á % ~ ç ! ^

- **Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003** relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages
- **Décret n°2005-1170 du 13 septembre 2005** modifiant le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- **Arrêté du 10 mai 2000** relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- **Arrêté du 29 septembre 2005** modifiant l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- **Circulaire du 10 mai 2010** récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de à æ } * ^ ! • Ê Á e Á | q æ] | | ... & ã æ c ã [} Á à ^ Á | æ Á à ... { æ ! & @ ^ Á à ^ Á | ... á ~ & prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

Š ^ • Á [à b ^ & c ã ~ • Á ^ c Á | ^ Á & [} c ^ } ~ Á à ^ Á | q ... c ~ á ^ Á à ^ Á à æ } * ^ ! • Á | C ^ } ç ã ! [] } ^ { ^ } c Á ! ^ | æ c ã ç ^ Á æ ~ ç Á ã } 512-6 | Á | æ c ã [ç Á ã] ^ • Ê Á | ^ • Á ! ã • ~ ^ • Á ~ ^ Á] ^ c Á] | ... ^ } c ^ ! Á | C ã } • e 1 æ ç a c a c [d e n t] [~ ! Á | ^ ~ ^ Á | æ Á & æ ~ • ^ Á • [ã c Á ã] c ^ ! } ^ Á [~ Á ^ ç c ^ ! } ^ Á e Á | q ã } • c æ | | æ c ã [}

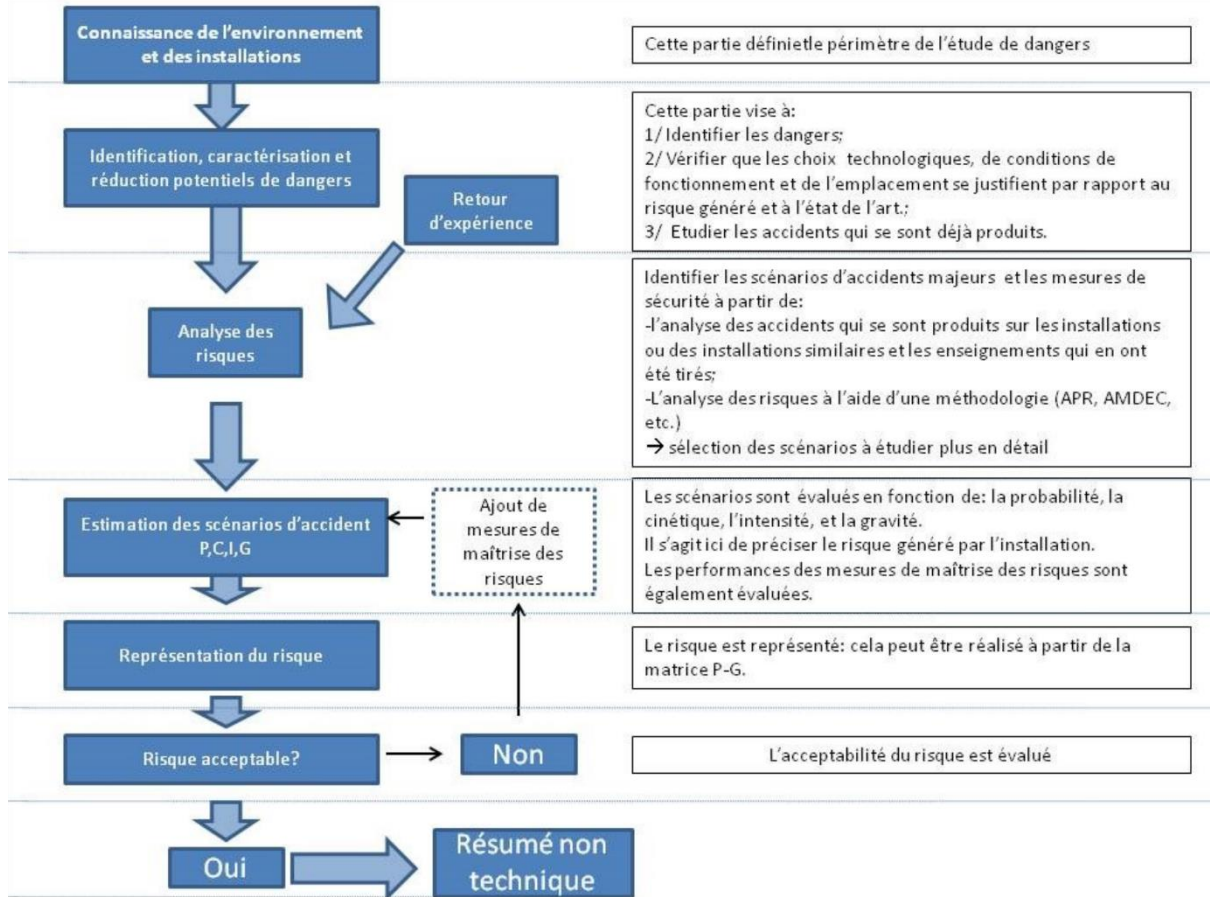
¹ Les installations soumises à la rubrique 2980 des installations classées (parcs éoliens) ne font pas partie de cette liste.

Ù ^ | [} Á | ^ Á] ! ã } & ã] ^ Á â ^ Á] ! [] [| c ã [} } æ | ã cre. En relation avec c ^ } ~ Á â ^ Á | q ã { } [| c æ } & ^ Á â ^ Á | ã • ~ ^ • Á ^ } * ^ } á ! ... Á] æ ! Á | q ã } • c æ | | æ c ã [ç ~ | } ... ! æ à ã | ã c ... É Á Ô ^ Á & [] c ^ } - Á á • Á á á á Á] : æ Á ç q æ [ç ã & { ^ Á Ü É

- < á ^ • & ! ã] c ã [} Á â ^ Á | q ^ } ç ã ! [] } ^ { ^ } c Á ^ c Á â ~ Á ç [ã • ã } æ * ^ Á
- < description des installations et de leur fonctionnement
- < identification et caractérisation des potentiels de danger
- < estimation des conséquences de la concrétisation des dangers
- < réduction des potentiels de danger
- < ^ } • ^ ã * } ^ { ^ } c • Á c ã ! ... Á á s accidents (et incidents représentatifs) ^ } & ^ Á ç á ^
- < analyse préliminaire des risques
- < étude détaillée de réduction des risques
- < quantification et hiérarchisation des différents scénarios en terme de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant & [{] c ^ Á â ^ Á | q ^ ~ ~ ã & æ & ã c ... Á â ^ • Á { ^ • de protection
- < représentation cartographique
- < ! ... • ~ { ... Á } [] Á c ^ & @ } ã ~ ~ ^ Á â ^ Á | q ... c ~ á ^ Á â ^ • Á á æ } * ^ ! • É

De même, la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux ... c ~ á ^ • Á â ^ Á â æ } * ^ ! • É Á e Á | q æ]] ! ... & ã æ c ã [} Á â ^ Á | æ Á á ... { æ ! & @ ^ Á á ^ prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi á ~ Á H € Á b ~ ã | | ^ c Á G € € H Á] ! ... & ã • ^ Á | ^ Á & [} c ^ } ~ Á æ c c ^ } á ~ Á â ^ Á | á q æ]] ! ... & ã æ c ã [} Á â ^ • Á á æ } * ^ ! • Á] [~ ! Á | ^ • Á ã } • c æ | | æ c ã [} • Á & | æ

Le graphique ci-dessous synthétise ces différentes étapes et leurs objectifs :



Si la démarche de réduction du risque est considérée comme acceptable, une représentation cartographique et un résumé non-technique sont réalisés.

1.2. NOMENCLATURE ICPE DU PARC EOLIEN DE SAINT-SULPICE-LES-FEUILLES

Conformément à l'arrêté du 23 août 2011, modifié par le décret n°2011-984 du 23 août 2011, les parcs éoliens sont soumis à la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées :

A - Nomenclature des installations classées			
N°	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE	REGIME (1)	RAYON (2)
2980	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs :		
	1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m		
	2. Comprenant uniquement des aérogénérateurs dont le mât a une hauteur inférieure à 50 m et au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 12 m et pour une puissance totale installée :	A	6
	a) supérieure ou égale à 20 m	A	6
	b) inférieure à 20 m	D	6

(1) A : Autorisation, D : Déclaration.
(2) Rayon d'affichage en kilomètres.


Le parc éolien de Saint-Sulpice-les-Feuilles comprend au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m : cette installation est donc soumise à autorisation (A) au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et doit présenter une étude de dangers

1.3. REDACTEURS DE L'ÉTUDE

La réalisation de cette étude de danger a été effectuée par Valérian CANTEGRIL et Matthieu DAILLAND pour ENCIS Environnement.

Plus de dix années dans ces domaines, notre équipe indépendante et pluridisciplinaire accompagne les porteurs de projets publics et privés au cours des différentes phases de leurs démarches.

spécialisée dans les problématiques environnementales, paysagères et patrimoniales liées aux projets de parcs éoliens, de centrales photovoltaïques et autres infrastructures. En 2018, les responsables à q ... c ~ á ^ . Á á q Ò Þ Ò Q Ù Á Ò } ç á ! [] } ^ { ^ } c Á [] c Á [~ ! Á ^ ç] ... ! á ^ } & ^ Á | soixante-à á ç Á ... c ~ á ^ . Á á q á { } æ & c Á . ~ ! Á | q ^ } ç á ! [] } ^ { ^ } c Á [~ ! Á á ^ ç] solaire) et de plus de 25 études de dangers pour des parcs éoliens.

Structure	
Adresse	Parc ESTER Technopole 21 rue Columbia 87068 LIMOGES Cedex
Téléphone	05 55 36 28 39
Rédacteur	X æ ... ! á æ } Á Ò Ç Þ V Ò Õ Ü Q Š Ê Á Ü ^ .] [] . æ à ^ Á T æ c c @ á ^ ~ Á Ò Ç Q Š Š Ç Þ Ò Ê Á Ü Environnement/ICPE Á á
Correcteur	Elisabeth GALLET-MILONE, Responsable du pôle Environnement/ICPE
Version / date	Novembre 2019

2. INFORMATIONS GENERALES CONCERNANT L'INSTALLATION

2.1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Le demandeur et exploitant du projet est :
SARL Parc éolien de Saint Sulpice
16 Boulevard Montmartre
75009 PARIS
SIRET : 823 647 672 00018

